

Crimes franquistes : en finir avec l'impunité

« **F**ranco est mort. Difficile d'imaginer aujourd'hui l'impact produit par ces quelques mots en Espagne, où les écoliers saluaient chaque

La loi d'amnistie, votée en 1977 a permis aux responsables du franquisme et à ses agents de rester en place

matin le caudillo et un peu partout où l'exil avait jeté les Républicains et leurs enfants. Beaucoup de choses ont été écrites sur la guerre d'Espagne mais ce que l'on sait moins, et ce que dénonce l'Ateneo Republicano et les associations adhérentes au Collectif contre l'impunité des crimes franquistes et des crimes étatiques, c'est que le prix de la transition démocratique en Espagne

Qui est le juge Garzon ?

C'est en 2008 qu'a démarré l'enquête sur les crimes franquistes.

C'est en 2008 que Baltasar Garzon a ouvert une enquête sur les disparitions survenues pendant la guerre d'Espagne. Enfreignant la loi d'amnistie de 1977, cette enquête a donné lieu à trois plaintes émanant d'organisations d'extrême-droite, le juge risque désormais entre 12 et 20 ans d'interdiction d'exercice de sa fonction. De nombreuses manifestations ont eu lieu en sa faveur. Un épisode de plus dans la carrière de ce juge hyper-médiatique, qui a effectué l'essentiel de son parcours au sein d'une institution marquée par l'empreinte du franquisme. Un temps militant du parti socialiste d'Espagne

L'Ateneo Republicano du Limousin organise samedi une journée de mobilisation contre les crimes commis par l'Espagne franquiste et contre les crimes d'Etat. Une manière de poursuivre la lutte initiée il y a plus de 70 ans de l'autre côté des Pyrénées.



L'Ateneo Republicano multiplie les manifestations pour lutter contre l'impunité. (Photo : Archives Echo)

aura été payé par le silence sur les crimes commis pendant quarante ans d'une dictature inflexible. La loi

d'amnistie, votée en 1977 a ainsi permis aux responsables économiques, politiques, militaires ou

policiers du franquisme de rester en place et elle a condamné les victimes à une invisibilité qui commence, depuis quelques années à se fissurer. L'ouverture des fosses communes a représenté un moment d'émotion très intense dans la longue marche entreprise par les familles des Républicains mais, dans un pays où il est encore interdit d'arborer le drapeau de la République, le chemin de la vérité est encore long, comme l'explique la présidente de l'Ateneo, qui organise les manifestations prévues à Limoges ce samedi, Paloma Leon : « nous sommes avec tous les Espagnols qui se battent contre la loi d'impunité. Les crimes franquistes doivent être condamnés et la responsabilité de Franco dans le déclenchement de la guerre civile doit être affirmée sans ambiguïté. Il faut également rappeler que l'ONU a condamné plusieurs fois l'Espagne à cause de cette législation ».

Et ce combat, on l'ignore trop souvent, a des répercussions bien au-delà de l'Espagne : « la loi d'amnistie a servi de modèle à toutes les lois qui ont suivi la fin des dictatures en Amérique du Sud, c'est pour cela que nous recevons samedi, Ricardo Parvex, Président de l'association des ex-prisonniers politiques chiliens en France ». Avec cette journée (voir détail en encadré) il ne s'agira donc pas seulement de se souvenir mais aussi de lutter, aujourd'hui,

REPERES

Rendez-vous

Le Collectif contre l'Impunité des Crimes Etatiques, impulsé par l'Ateneo Republicano du Limousin, appelle à un rassemblement à Limoges devant la BFM, Place Aimé Césaire, le samedi 20 novembre à 16h. Cette manifestation sera suivie à 18h d'un débat à l'amphithéâtre Blanqui en présence de :
- Joaquim Salomero, Président de la Libre Pensée, fils de républicain espagnol
- Carmen Negrin, plaignante déboutée et petite-fille de Juan Negrin
- Ricardo Parvex, Président de l'association des ex-prisonniers politiques chiliens en France
Le débat sera animé par Antonio Rodriguez, chargé de la communication et relations Presse à l'Institut des Amériques.

mais aussi contre l'oubli des résumés que certains ont intérêt à laisser s'épanouir à chaque nouvelle période de crise ou de tensions sociales. Que l'on ne se méprenne pas, si les crimes du franquisme et de toutes les autres dictatures du même type font bien partie de notre passé... Ils font aussi partie du présent de nombreux peuples à travers la planète et ils pourraient bien également faire partie de notre avenir si personne n'y prend pas garde ■

BERTRAND CATUS

Qu'est ce que l'Ateneo ?

L'Ateneo Republicano du Limousin s'est constituée en mai 2008. L'association entend : peser pour la reconnaissance de l'œuvre des Républicains espagnols ; coopérer au repérage des lieux de Mémoire ; peser contre les lacunes et les falsifications de l'Histoire ; peser pour la réparation des injustices faites aux Républicains espagnols ; peser pour que soit exprimée la gratitude officielle à la Résistance espagnole ; participer ou organiser des manifestations culturelles ayant les mêmes objectifs que l'association. Elle a constitué autour d'elle un collectif qui regroupe la Libre pensée, le Mouvement politique d'éducation populaire, les Amis du musée de la Résistance de Limoges, les Amis de la fondation pour la mémoire de la Déportation, le Comité régional CGT et la Maison des droits de l'Homme. Contact : Ateneo Republicano du Limousin : 40, rue Charles Silvestre 87100 Limoges, tel : 04 08 17 94 29. Courriel : ateneorepublicanolimousin@gmail.com